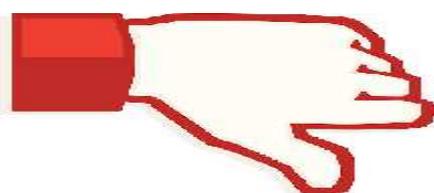


Tous d'accord !

Toutes les principales organisations syndicales (CGT, Sud-Solidaires, FSU, CFE-CGC, CFTC, FO, CFDT, syndicats étudiants, ...) dénoncent avec plus ou moins de force le projet de réforme du Code du Travail. C'est suffisamment rare pour le souligner : il est possible de construire une force de contestation unanime dans le pays !

Aujourd'hui, 12 septembre

Les syndicats qui s'opposent de près ou de loin à la réforme du Code du Travail



**CGT SOLIDAIRES FSU UNEF
UNSA CFE-CGC CFTC FO CFDT**

Les syndicats qui appellent à manifester



**CGT SOLIDAIRES FSU UNEF
FO*,**

* : La direction de FO n'appelle pas à manifester; toutefois de nombreuses unions locales, départementales et des fédérations participeront aux manifestations.

On a besoin de vous !

L'action des syndicats auprès des gouvernements ne pourra pas porter ses fruits si les Français ne viennent pas appuyer ce mouvement de contestation dans la rue.

Pour rappel, des ordonnances et des passages en force ont déjà essayé des échecs dans le passé suite à ce genre de mobilisation ! En 1995/96 les ordonnances d'Alain Juppé sur la réforme de la Sécurité Sociale sont stoppées net; en 2005, le gouvernement renonce au CNE (Contrat Nouvelles Embauches). En 2006, c'est le CPE (Contrat Première Embauche) qui ne sera jamais mis en application.

Pour tous ceux qui pensent que cette réforme n'améliorera pas la situation en France, vous pouvez choisir votre point de rendez-vous pour exprimer votre refus le 12 septembre :

- **Rendez-vous au Métro Basso Cambo**, 13h (départ 12h45 depuis Eisenhower) pour un départ collectif des salariés du Mirail vers la place Arnaud Bernard
- **Rendez-vous directement place Arnaud Bernard**, 14h

REPONSE A E.MACRON : c'est dans la rue

E.MACRON s'adresse comme suit aux opposants (60% de la population, 100% des Syndicats de salariés) à son projet de casse du Code du Travail: «Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes.». Le président de tous les français a rajouté « égoïstes » et « pessimistes » pour bien affirmer son mépris

Qui sont les « fainéants », entre d'un côté les millions de travailleurs précaires, les smicards et ceux qui refusent de le devenir, et de l'autre ceux qui, comme la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, gagnent un million d'euros en une seule journée, en vendant des actions qui remontent à la suite de la suppression de 900 emplois ? **Qui sont les «cyniques »**, entre ceux qui se mobilisent pour des conditions de travail dignes, et ceux qui, comme Emmanuel Macron, expliquent qu'il vaut mieux être chauffeur Uber plutôt que dealer, et considèrent que les protections salariales sont des freins à l'embauche ? **Qui sont les «extrêmes »**, entre ceux qui défendent que la loi doit garantir un socle de droits communs, et ceux qui insistent pour individualiser et fragiliser la situation de chaque travailleur? **Qui sont les « égoïstes »**, entre ceux qui prônent le partage des richesses et ceux qui n'en ont pas assez quand les dividendes ont atteint un record en 2016, avec 54,3 milliards d'euros versés aux actionnaires en France ? **Qui sont les « pessimistes »**, enfin, entre ceux qui pensent que la conquête de nouveaux droits est possible et ceux qui ne voient pour seul horizon qu'un nivellement vers le très bas, voire l'inexistant, des droits et des réglementations ?



Le 12 septembre, tous en grève et en manifestation, ensemble pour gagner

La volonté du gouvernement de passer en force avec les ordonnances, constitue un nouveau déni de démocratie, après tous les 49.3 de 2016.

D'ici la fin de l'année, le PDG Macron et son DRH Philippe, veulent détruire le code du travail et gommer au maximum les conquits sociaux issus des luttes ouvrières.

Leur combat contre les salariés, les privés d'emploi et précaires, les jeunes, les retraités est d'une violence extrême! C'est le retour au patronat de droit divin et l'insécurité sociale généralisée avec :

- la fin du code du travail comme socle commun de droits pour tous !
 - l'instauration d'un code du travail par entreprise, via la généralisation d'accords dérogatoires
 - la baisse des salaires !
- la fin des 35 heures et des droits qui s'y rattachent comme le travail de nuit
- Généralisation de la précarisation de l'emploi (la remise en cause des clauses des contrats de travail et CDD renouvelables à l'infini !)
 - la possibilité de licencier plus facilement et de plafonner les indemnités
 - la hausse de la CSG
 - la baisse des allocations chômage !
 - la baisse des aides au logement et de toutes les prestations sociales et familiales
 - la casse de la Sécurité Sociale au bénéfice des assurances privées.
 - la casse du statut des fonctionnaires en cohérence avec celle du code du travail

Dans le même temps, les dix premières grandes fortunes du Pays ont augmenté de 35% en moyenne sur une année seulement ! Le premier de la classe, Bernard Arnaud (LVMH) a vu la sienne progresser de 54,6% pour atteindre 46,9 milliards d'euros, alors que le PIB n'a augmenté que de 1,1%. Macron, Président des riches, réduit l'impôt sur la fortune et impose une nouvelle perte de pouvoir d'achat aux plus démunis (augmentation de la CSG, baisse des aides sociales et de l'aide au logement) .

Les chiffres démontrent le vol à grande échelle par une oligarchie, de la richesse produite par le travail, l'intelligence, les savoirs des citoyens au service de l'intérêt général . Oui, ce sont des voleurs et il faut les arrêter ! L'heure est grave! Il faut empêcher ce recul de civilisation !

La solution efficace et gagnante, c'est la mobilisation la plus large et unitaire par la grève et les actions dans les entreprises, les services, les facultés, les lycées, les associations....., tous les lieux où l'on crée du collectif pour construire et prolonger le rapport de force .

Toutes les mobilisations et les luttes doivent converger sur des temps forts, comme le 12 septembre prochain.

Le mouvement social, n'est pas un simple recours, il est au contraire la solution historique pour imposer une vraie démocratie et le progrès social et économique pour tous, dans le respect de l'environnement pour la protection de la planète.

Pour construire l'avenir, il faut imposer par la lutte :

- la hausse du SMIC à 1800 euros et l'augmentation des salaires sur cette base.
- la hausse des pensions de retraite et des minima sociaux sur la base de ce SMIC.
- la mise en oeuvre effective de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaire
- la retraite à 60 ans à taux plein
- le renforcement de la Sécurité sociale.
- l'allocation d'autonomie pour les étudiants.
- un code du travail simplifié renforçant les droits des salariés et de leur représentation, ainsi que le respect de la hiérarchie des normes.
- la reconquête de l'industrie et des services publics sur tout le territoire avec une réelle démocratie sociale sur les orientations stratégiques et leur organisation, en lien avec la réponse aux besoins.
- la conditionnalité des aides publiques à des créations d'emplois stables (généralisation des CDI).
- une loi d'amnistie pour l'ensemble des représentants des salariés et des organisations de jeunesse.

Manifestation unitaire:

**Toulouse 14 h
A. Bernard
St Gaudens
17h15 Jean
Jaurès**